
ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des archives et des droits de l'homme
Lauréat du Premio Internacional Derechos Humanos 2020 de la Asociación pro Derechos Humanos de España
Numéro n°. 158, février 2023
Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaire

La citoyenneté est un sujet complexe. On peut l'acquérir par la naissance ou la naturalisation, en être privé en raison du sexe ou de la race, la perdre dans le cas du mariage d'une femme avec un ressortissant étranger ou par un acte gouvernemental, y renoncer comme Maria Callas l'a fait avec sa citoyenneté américaine pour retrouver sa citoyenneté grecque ancestrale. Une personne peut avoir plusieurs citoyennetés sans effort individuel : une personne née à Kiev, en Ukraine, sous le régime tsariste, par exemple, aurait été citoyenne russe, puis citoyenne de l'URSS, et maintenant citoyenne ukrainienne. La double nationalité est également compliquée. On peut être à la fois citoyen portugais et citoyen américain, par exemple, détenir la citoyenneté de deux États membres des Nations unies, ou être citoyen à la fois du Canada et de la Nation Cree, l'un étant un État membre des Nations unies et l'autre un organisme autochtone national au sein de l'État.

La citoyenneté implique à la fois l'inclusion et l'exclusion : vous êtes avec nous ou vous n'êtes pas avec nous. La question de la citoyenneté est revenue très souvent en février.

"Plus de 300 Nicaraguayens ont été privés de leur citoyenneté par les autorités en février, notamment des étudiants, des journalistes, des personnalités littéraires et des défenseurs des droits de l'homme", a indiqué *Courthouse News Service*. Le 9 février, 222 de ces personnes désormais apatrides ont été expulsées de force vers les États-Unis ; le même jour, l'Assemblée nationale a réformé l'article 21 de la Constitution pour révoquer la citoyenneté des personnes expulsées et "d'autres membres de l'opposition déjà en exil", ce qui "les empêche de revenir au Nicaragua", a rapporté *CrisisWatch*.

<https://www.courthousenews.com/ortega-regime-accused-of-criminalizing-civil-society-in-nicaragua/>
<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Pendant ce temps, en Israël, la Knesset a adopté un amendement à la loi de 1952 sur la citoyenneté, révoquant la citoyenneté ou la résidence des citoyens ou des résidents permanents qui remplissent trois conditions, a rapporté *Al Monitor* :

1. La personne doit avoir été condamnée pour terrorisme, aide au terrorisme, atteinte à la souveraineté israélienne, incitation à la guerre ou aide à l'ennemi en temps de guerre.
2. Elle doit avoir été condamnée à une peine de prison.
3. La personne ou quelqu'un en son nom reçoit des allocations de l'Autorité palestinienne pendant qu'elle est en prison.

Un tribunal statuera sur chaque révocation en attente proposée par le ministre de l'Intérieur. On ne sait pas encore combien de personnes seront concernées.

<https://www.al-monitor.com/originals/2023/02/israel-approves-law-deport-palestinians-convicted-terrorism#ixzz7vlifu5nP>

Il y a également le cas de Shamima Begum, une femme britannique qui, à l'âge de 15 ans, s'est rendue en Syrie pour épouser un combattant d'ISIS. Les autorités britanniques lui ont retiré la citoyenneté britannique pour des raisons de sécurité nationale peu après qu'elle a fait surface dans un camp de réfugiés syriens en 2019", a rapporté *CBS/AP*. Son mari et ses trois enfants étant maintenant tous décédés, elle

veut retourner à Londres, mais la Commission spéciale d'appel en matière d'immigration a déclaré que "les preuves étaient 'insuffisantes' pour que Begum impose l'argument selon lequel la privation de sa citoyenneté britannique n'a pas respecté ses droits humains." Le Royaume-Uni a également déclaré qu'elle "pouvait demander un passeport bangladais sur la base de liens familiaux", mais sa famille a déclaré qu'elle n'avait "jamais détenu de passeport bangladais". Apatriée, elle est bloquée.

<https://www.cbsnews.com/news/shamima-begum-uk-ex-isis-bride-in-syria-loses-british-citizenship-appeal/>

En ce qui concerne les affaires impliquant des organismes autochtones, en Finlande (voir point ci-dessous), le peuple autochtone Sami est confronté à la question de la citoyenneté, car le gouvernement propose une nouvelle loi régissant l'identité Sami et, par conséquent, le droit de faire partie de la population gouvernée par le Parlement Sami. Au Canada (voir également le point ci-dessous), un homme qui a découvert que sa mère biologique était Cree cherche à faire modifier l'enregistrement de sa naissance afin de pouvoir bénéficier des avantages d'un citoyen de la nation métisse.

La citoyenneté apporte des avantages tels que la sécurité sociale et les soins de santé, le droit de vote sur la gouvernance et le droit d'avoir un passeport qui permet de voyager à travers les frontières. Sans la citoyenneté, les droits d'un individu disparaissent et la personne est vulnérable aux actions arbitraires sans aucun recours légal. Les documents relatifs à la citoyenneté, qu'il s'agisse des certificats de naissance, des dossiers de naturalisation ou des registres des groupes autochtones, sont en effet des documents essentiels.

Nouvelles de la SADH (Section Archives et droits humains)

Au nom du Conseil international des archives, la SADH a préparé trois réponses à des appels à commentaires lancés par des organes des Nations unies plus précisément à l'attention :

- du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, un commentaire sur "La lutte contre la glorification du nazisme, du néo-nazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale et de l'intolérance qui y est associée" ;
- du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, un commentaire sur "L'importance de l'enregistrement des victimes pour la promotion et la protection des droits de l'homme" ;
- du Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires, un commentaire sur "Les nouvelles technologies et les disparitions forcées".

Actualités internationales

Nations Unies. "Il est essentiel de réduire la pollution créée par les secteurs pharmaceutique, agricole et des soins de santé pour réduire l'émergence, la transmission et la propagation des superbactéries (souches de bactéries devenues résistantes à tous les antibiotiques connus) et d'autres cas de résistance aux antimicrobiens, connue sous le nom de RAM", écrit le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) dans un nouveau rapport. Qualifiant la RAM de "menace urgente et critique pour la santé animale et végétale, la sécurité alimentaire et le développement économique", le PNUE a formulé une série de recommandations, notamment "développer et intégrer des approches de surveillance, y compris la transparence dans la collecte de données pour la RAM, l'UAM et les résidus d'antimicrobiens dans tous les secteurs "One Health"" et "rassembler des données précises sur les risques socio-économiques de la RAM, y compris des données ventilées par sexe et par âge, et déterminer comment ces données peuvent être collectées et analysées de la manière la plus rentable dans des environnements à faibles ressources".

[Se préparer aux superbactéries : renforcer l'action environnementale dans la réponse "Une Seule Santé" à la résistance antimicrobienne | UNEP - UN Environment Programme](#)

Le Programme des Nations Unies pour le développement a parrainé un processus de recherche de deux ans pour aider à "comprendre la nature de l'extrémisme violent en Afrique afin de mieux informer à la fois les politiques et les programmes visant à prévenir et à lutter contre la propagation de l'extrémisme violent", dans le prolongement de son étude de 2017. "Les éléments présentés réaffirment la nécessité d'un changement fondamental d'approche pour lutter contre l'extrémisme violent en Afrique", en remplacement des "approches militarisées [qui] ont continué à prédominer en Afrique subsaharienne au

cours des cinq dernières années." Le rapport est le fruit d'un "processus de recherche intensif de deux ans, entrepris dans les régions d'Afrique subsaharienne qui ont été le plus directement touchées par les activités extrémistes violentes. Des entretiens avec d'anciens membres de groupes extrémistes violents ont été menés dans huit pays : Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Mali, Niger, Nigeria, Somalie et Soudan". Étonnamment, 2 196 "anciens membres de groupes extrémistes violents ont été interrogés" dans le cadre de cette étude entre mai 2020 et août 2021. Ce sont des données précieuses pour les recherches futures.
<https://www.theguardian.com/world/2023/feb/07/rights-abuses-often-tipping-point-for-extremist-recruitment-un-study-finds>

Le Centre pour les données humanitaires, qui fait partie du [Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies](#) (OCHA), a publié pour la quatrième année *l'État des données humanitaires ouvertes*. Il a tiré des informations de son portail HDX (Humanitarian Data Exchange), qui est "une plateforme ouverte pour trouver et partager des données à travers les crises et les organisations" avec des données dans six catégories : personnes affectées, coordination et contexte, sécurité alimentaire et nutrition, géographie et infrastructure, santé et éducation, et population et socio-économie. Le rapport estime que "73 % des données de crise pertinentes et complètes sont disponibles dans 25 lieux où se déroulent des opérations humanitaires".
<https://data.humdata.org/dataset/2048a947-5714-4220-905b-e662cbcd14c8/resource/9d4121c6-b32b-4eb8-a707-209c79241970/download/state-of-open-humanitarian-data-2023.pdf>

Selon [l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle](#) (OMPI), "les demandes de brevet ont légèrement augmenté pour atteindre plus de 278 000 en 2022, soit le nombre le plus élevé jamais enregistré en une seule année". L'entreprise chinoise de télécommunications Huawei, qui a déposé "bien plus de 7 600 demandes", a été la première à déposer des brevets.
[Les demandes internationales de brevet en hausse en 2022 – OMPI | ONU Info \(un.org\)](#)

[Organisation mondiale de la santé](#). Le rapport de l'Organisation mondiale de la santé, intitulé *Tendances de la mortalité maternelle*, estime selon ses données à 287 000 le nombre de décès maternels dans le monde en 2020 (223 pour 100 000 naissances vivantes), ce qui représente une baisse par rapport aux 309 000 décès survenus en 2016, mais qui est loin de l'objectif de développement durable des Nations unies, à savoir 70 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes d'ici 2030. Environ 70 % des décès maternels en 2020 se sont produits en Afrique subsaharienne.
[Une femme meurt toutes les deux minutes pendant la grossesse ou l'accouchement | ONU Info](#)

Le directeur général de l'OMS, Tedros Ghebreyesus, a déclaré au conseil d'administration de l'organisation qu'une enquête menée par le Bureau des services de contrôle interne de l'ONU sur le rapport selon lequel "des dizaines de travailleurs humanitaires, dont certains de l'OMS, ont été impliqués dans des actes d'abus et d'exploitation sexuels pendant la crise de l'Ebola en République démocratique du Congo" a conclu que les allégations contre des cadres supérieurs étaient "infondées", selon *Reuters*. Les trois membres du personnel qui avaient été suspendus reprendront leur travail. Le rapport fait état de "lacunes institutionnelles" dans la gestion par l'OMS de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels, et le directeur a déclaré que "ces lacunes étaient déjà en cours de traitement". Pour plus d'informations, voir *SAHR News* 2021-10.
<https://www.reuters.com/world/africa/un-found-no-managerial-misconduct-who-congo-sex-scandal-2023-01-31/>

Actualités mondiales/générales

[Économie](#). L'ONG Global Witness a déposé une "plainte révolutionnaire pour blanchiment écologique auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), l'agence américaine chargée de protéger les investisseurs, montrant comment Shell surévalue ses investissements dans les énergies renouvelables en incluant des activités liées au gaz, telles que l'énergie intégrée, la commercialisation et le commerce du gaz, l'hydrogène, ainsi que le captage et le stockage du carbone". L'ONG estime que les efforts de Shell dans le domaine des "énergies renouvelables et des solutions énergétiques" ne représentent que "1,5 % des dépenses globales de l'entreprise" et souligne que "le gaz fossile est tout sauf une énergie renouvelable". On parle d'écoblanchiment lorsqu'une entreprise ou une organisation consacre plus de temps et d'argent à se présenter comme durable qu'à minimiser son impact sur l'environnement.
<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/fossil-gas/shell-faces-groundbreaking-complaint-misleading-us-authorities-and-investors-its-energy-transition-efforts/>

Entre-temps, à Londres, près de 14 000 personnes issues de deux communautés nigérianes ont intenté une action en justice contre Shell, "affirmant qu'elle est responsable de la pollution dévastatrice de leurs sources en eau et de la destruction de leur mode de vie", rapporte le *Guardian*. "Un rapport de l'université de Saint-Gall, en Suisse, a révélé que les nourrissons du delta du Niger avaient deux fois plus de risques de mourir au cours de leur premier mois de vie si leur mère vivait à proximité d'un déversement de pétrole - une étude qui suggère qu'il y a 11 000 décès prématurés par an dans le delta du Niger. Shell s'apprête à quitter le delta après 86 ans d'exploitation.

https://www.theguardian.com/world/2023/feb/02/nearly-14000-nigerians-take-shell-to-court-over-devastating-impact-of-pollution?utm_term=Autofeed&CMP=twi_b-gdnnews&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1675317876

Deux ONG françaises et quatre ONG ougandaises ont intenté une action en justice en France contre Total Energies, affirmant que le développement de l'oléoduc East African Crude Oil Pipeline "n'a pas respecté le "devoir de vigilance", une loi de 2017 qui oblige les entreprises à éviter les atteintes graves aux droits de l'homme, à la santé, à la sécurité et à l'environnement". Cependant, selon l'*AFP*, le tribunal a jugé l'affaire "irrecevable" parce que les ONG "n'ont pas suivi les procédures judiciaires". Sur la base de la même loi de 2017, deux hommes yéménites ont intenté une action en justice à Paris ; ils auraient été "détenus en secret puis torturés par les forces émiraties dans une usine de gaz utilisée comme prison" au Yémen, a rapporté *Middle East Eye*. Total est le principal actionnaire de Yemen LNG, la société qui exploite l'usine de gaz, dont la production s'est arrêtée en 2015 lorsque la guerre au Yémen s'est étendue au site.

<https://www.rfi.fr/en/business-and-tech/20230228-french-court-dismisses-case-against-totalenergies-e-africa-oil-project>
<https://www.middleeasteye.net/news/yemen-total-lawsuit-torture-detention-uae-gas-plant>

La raffinerie Hydro Alunorte de Barcarena, au Brésil, propriété de Norsk Hydro ASA, raffine la bauxite, qui devient ensuite de l'aluminium industriel. Une action collective intentée aux Pays-Bas en 2021 au nom de 11 000 habitants des communautés voisines de la raffinerie d'Alunorte allègue que celle-ci pollue les rivières et les ruisseaux, provoquant des problèmes de santé tels que le cancer, la perte de cheveux, des dysfonctionnements neurologiques, des malformations congénitales et une augmentation de la mortalité. La Casa Civil du Brésil, un bureau qui rend compte au président, a documenté une "contamination chronique par l'aluminium" dans les rivières et les ruisseaux de Barcarena en 2018. "Les résidents ont montré à *Bloomberg* les résultats des tests médicaux [...] dans le cas d'une femme, ils révélaient dans ses cheveux 175 fois la limite pour l'aluminium et 81 fois plus dans son sang." *Bloomberg* a retracé la bauxite/aluminium de Barcarena jusqu'à Ford Motor Company, où elle est utilisée dans les voitures et le pick-up électronique F-150. L'article comprend un diagramme utile du processus d'extraction du minerai.
<https://www.bloomberg.com/graphics/2023-ford-f150-electric-car-rainforest-damage/?leadSource=verify%20wall>

Pendant plus de 40 ans, le Zantac, fabriqué par GlaxoSmithKline, a été le médicament le plus vendu pour traiter les brûlures d'estomac et les maladies connexes. Il a été retiré du marché aux États-Unis en 2020 après que la Food and Drug Administration a déterminé que sa formule contenait de la ranitidine, un "cancérogène probable". *Bloomberg News* "a examiné des documents judiciaires, dont beaucoup sont encore sous scellés, ainsi que des études, des transcriptions de la FDA et des demandes de nouveaux médicaments obtenues par le biais de demandes au titre de la loi sur la liberté de l'information", qui montrent que "Glaxo avait été averti par ses propres scientifiques et des chercheurs indépendants du danger potentiel", et que la société "a également soutenu des recherches erronées visant à minimiser les préoccupations et a choisi de ne pas transporter et stocker systématiquement le médicament de manière à atténuer le problème". Glaxo a vendu un médicament susceptible d'être nocif, a tenté d'en ignorer les preuves et n'a jamais donné le moindre avertissement à qui que ce soit. Et bien que la FDA ait "pris en compte les risques de cancer" lors de l'approbation du médicament dans les années 1970, "Glaxo n'a pas partagé une étude critique" avec le gouvernement.

<https://news.bloomberglaw.com/health-law-and-business/zantacs-maker-kept-quiet-about-cancer-risks-for-40-years>

La Haute Cour de justice de Londres a jugé que la société de commerce de produits chimiques Savaro Ltd., enregistrée à Londres, était "responsable envers les victimes" de l'explosion de nitrate d'ammonium dans le port de Beyrouth (Liban) en 2020, qui a fait plus de 200 morts, plus de 6 000 blessés et endommagé de grandes parties de la ville, a rapporté l'agence de presse *AP*. Savaro Ltd. "est soupçonnée d'avoir affrété la cargaison de nitrate d'ammonium qui s'est retrouvée à Beyrouth en 2013. Des documents montrent qu'une poignée de hauts responsables politiques, judiciaires et sécuritaires étaient au courant de la

présence de la substance dans le port depuis des années, mais n'ont pas pris de mesures décisives pour s'en débarrasser." Entre-temps, "la fondation suisse Accountability Now et certaines familles de victimes ont intenté une action en justice au Texas [États-Unis] contre le groupe de services géophysiques américano-norvégien TGS, propriétaire d'une société qui aurait sous-affrété le navire transportant le nitrate d'ammonium en 2012. Les responsables de la Fondation ont déclaré qu'ils espéraient que cela obligerait la société à divulguer ses communications avec d'autres parties faisant l'objet d'une enquête".

<https://apnews.com/article/london-lawsuits-explosions-26e70e34d65177a190ee1afac0dd42f4>

"Dans une proposition d'ordonnance inédite, déposée par le ministère de la Justice [des États-Unis] au nom de la FTC [Commission fédérale du commerce], GoodRx ne pourra plus partager les données de santé des utilisateurs avec des tiers à des fins publicitaires et a accepté de payer une amende civile de 1,5 million de dollars pour avoir enfreint la règle. La Federal Trade Commission a accusé le développeur de l'application, GoodRx Holdings, de partager sans autorisation avec Facebook, Google et d'autres entreprises des données personnelles sensibles sur les médicaments prescrits et les maladies de millions d'utilisateurs.

<https://www.ftc.gov/news-events/news/press-releases/2023/02/ftc-enforcement-action-bar-goodrx-sharing-consumers-sensitive-health-info-advertising>

En signant un accord avec le gouvernement arménien et la Banque Eurasienne de Développement, Lydian Armenia a obtenu le droit d'exploiter la mine d'or d'Amulsar, a rapporté *JAMnews*. Après des protestations concernant les dommages que la mine causerait à l'environnement, le gouvernement arménien a engagé une société libanaise, ELARD, pour examiner les plans. Après un an de recherches, la société a publié une conclusion selon laquelle le développement du gisement d'Amulsar ne comportait pas de "risques non gérés" pour l'environnement. Mais il s'est avéré que les experts de l'ELARD s'étaient appuyés sur des études précédemment menées par des structures locales." Un écologiste arménien a déclaré que si la mine est "mise en exploitation, la ville de Jermuk et le lac Sevan, situés à côté de la mine, 'seront perdus pour l'Arménie en tant que zones de villégiature'." Pour plus d'informations, voir *HRWG News* 2018-07.

<https://jam-news.net/amulsar-mine-in-armenia/>

Changement climatique. Le centre opérationnel genevois de Médecins sans frontières "a pris la rare initiative de publier l'audit complet de son empreinte carbone l'année dernière. Il a également publié une feuille de route décrivant les étapes à suivre pour atteindre son objectif de réduction de moitié des émissions d'ici 2030 (sur la base de 2019)", a rapporté *The New Humanitarian*.

https://genevasolutions.news/climate-environment/why-this-ngo-is-publishing-its-carbon-emissions?utm_source=newsletter&utm_medium=email

Liberté de la presse. Media Freedom Rapid Response, un projet du Centre européen pour la liberté de la presse et des médias qui surveille les violations de la liberté des médias dans les États de l'UE et les pays candidats, a déclaré dans son rapport annuel qu'en 2022, en plus des dix journalistes tués - neuf dans la guerre en Ukraine et un en Turquie - il a enregistré 415 violations de la liberté des médias dans les États membres de l'UE et 398 dans les pays candidats à l'UE impliquant 1 339 personnes ou médias, a rapporté *BIRN*.

<https://balkaninsight.com/2023/02/07/ukraine-war-increases-media-freedom-violations-in-europe-report/>

Les autorités fiscales indiennes ont perquisitionné les bureaux de la *BBC* à New Delhi et à Mumbai pendant trois jours, affirmant qu'elles disposaient de preuves d'évasion fiscale, selon *Al Jazeera*. "L'agence de presse Press Trust of India a cité des responsables anonymes qui ont déclaré que les enquêteurs avaient recueilli des données financières auprès de certains membres du personnel de la *BBC* et fait des copies de données électroniques et papier. Ces perquisitions ont eu lieu trois semaines après la diffusion par la *BBC* d'un documentaire critiquant le rôle de chef de file du Premier ministre Narendra Modi en tant que ministre en chef de l'État occidental de Gujarrat lors des émeutes de 2002.

<https://www.aljazeera.com/news/2023/2/17/india-accuses-bbc-of-tax-evasion-after-searching-offices>

Traite des êtres humains. Les procès de "deux hommes érythréens arrêtés l'automne dernier et accusés de crimes liés à la traite des êtres humains en Libye" ont commencé au début de 2023 aux Pays-Bas et en Italie, a rapporté *justiceinfo.net*. "Ils sont le résultat d'une forte coopération entre les États sur des crimes que la Cour pénale internationale s'est engagée à poursuivre il y a plus de six ans, mais elle ne l'a pas fait. L'affaire italienne est coordonnée par le procureur de Palerme, en Sicile ; "les témoins de l'intérieur et les informateurs ont historiquement joué un rôle clé dans les procès de la mafia, ce qui fait que l'Italie, et en

particulier Palerme, a de l'expérience dans le traitement des affaires de réseaux criminels organisés". Le procureur sicilien a déclaré qu'à partir d'informations fournies par un Érythréen qui faisait partie du réseau de trafiquants en Libye, ils ont "commencé par des écoutes téléphoniques, mais aussi par des perquisitions et des saisies" et ont "réussi à reconstituer le réseau criminel de ces organisations", ce qui a conduit à l'arrestation de 14 trafiquants érythréens.

https://www.justiceinfo.net/en/112508-human-trafficking-libya-icc-promises-national-courts-act.html?mc_cid=b058da3fa5&mc_eid=cac5f32aeb

Dossiers médicaux. En évaluant "la mortalité par suicide annuelle normalisée selon l'âge et le sexe estimée ... à partir de la base de données Global Health Estimates de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)", de la Global Burden of Disease Study 2019 et des données de la Banque mondiale, les chercheurs ont constaté que "le taux de mortalité par suicide dans la région des Amériques a augmenté, alors qu'il a diminué dans toutes les autres régions de l'Organisation mondiale de la santé", ont-ils rapporté dans *The Lancet*. Au cours de la période 2000-2019, les taux de suicide chez les hommes dans les Amériques "ont diminué lorsque les dépenses de santé par habitant et la proportion du pays ayant une densité de population modérée ont augmenté", mais la mortalité par suicide a augmenté lorsque la région a connu une augmentation du taux d'homicide, de la prévalence de la consommation de drogues intraveineuses et d'alcool, et de l'augmentation du taux de chômage. Pour les femmes, la situation est différente : elle diminue "lorsque le nombre de médecins employés pour 10 000 habitants et la proportion du pays ayant une densité de population modérée augmentent" et augmente "lorsque l'inégalité relative en matière d'éducation et le taux de chômage augmentent".

[https://www.thelancet.com/journals/lanam/article/PIIS2667-193X\(23\)00024-8/fulltext?utm_source=substack&utm_medium=email](https://www.thelancet.com/journals/lanam/article/PIIS2667-193X(23)00024-8/fulltext?utm_source=substack&utm_medium=email)

Une étude de la Sanford School of Public Policy de l'université Duke (États-Unis) a montré l'ampleur du marché des données de santé. Le chercheur a trouvé 11 entreprises "prêtes à vendre des lots de données comprenant des informations sur les antidépresseurs que les gens prenaient, sur leurs problèmes d'insomnie ou d'attention, ainsi que des détails sur d'autres affections médicales, notamment la maladie d'Alzheimer ou les difficultés à contrôler la vessie", rapporte le *Washington Post*. Une société "a vendu une base de données contenant des milliers de dossiers de santé mentale agrégés, à partir de 275 dollars pour 1 000 'contacts de maladie'".

<https://www.washingtonpost.com/technology/2023/02/13/mental-health-data-brokers/>

Migration. Le ministère américain de la sécurité intérieure a déclaré qu'au 1er février, "près de 1 000 enfants migrants séparés à la frontière entre les États-Unis et le Mexique" par l'ancienne administration "n'ont pas encore été réunis avec leurs parents", a rapporté *Reuters*. Sur les 998 enfants encore séparés, 148 sont concernés par un processus de réunification en cours. Le ministère a déclaré avoir fait le "travail minutieux de passer au peigne fin les informations 'disparates' conservées par l'administration Trump sur la politique" et a trouvé jusqu'à présent que "3 924 enfants, pour la plupart centraméricains, ont été séparés à la frontière."

https://www.reuters.com/world/us/close-1000-migrant-children-separated-by-trump-yet-be-reunited-with-parents-2023-02-02/?utm_source=Sailthru&utm_medium=Newsletter&utm_campaign=Daily-Briefing&utm_term=020323

Selon une étude de l'Organisation internationale pour les migrations, "la technologie numérique a permis aux passeurs de migrants d'échanger plus facilement de l'argent, des biens et des informations". Les chercheurs ont interrogé 531 migrants en transit dans l'hémisphère occidental et ont constaté que "64 % d'entre eux avaient accès à un smartphone et à l'internet pendant leur voyage".

https://reliefweb.int/report/guatemala/iom-social-media-facilitates-migrant-smuggling-mexico-central-america-and-dominican-republic?utm_source=substack&utm_medium=email

La Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR) a reçu 12 863 demandes de réfugiés en janvier 2023, contre 6 497 déposées en janvier 2022, selon *Border Report*. En 2022, le plus grand nombre de réfugiés provenait du Honduras (plus de 31 000), mais un responsable de la COMAR a déclaré : "Pour la première fois dans notre histoire, les ressortissants afghans figurent parmi les 10 premiers demandeurs."

https://www.borderreport.com/immigration/refugee-petitions-soaring-in-mexico/?utm_source=substack&utm_medium=email

Technologie. Dans ce qui pourrait être une première, le juge Juan Manuel Padilla de Carthagène, en Colombie, "a fait sensation en admettant qu'il avait utilisé l'outil d'intelligence artificielle ChatGPT pour décider si l'assurance d'un enfant autiste devait couvrir tous les coûts de son traitement médical. Il s'est

également appuyé sur des précédents pour étayer sa décision", rapporte le *Guardian*. Le juge "a conclu que l'intégralité des frais médicaux et des frais de transport de l'enfant devait être prise en charge par son assurance médicale, car ses parents n'en avaient pas les moyens". Cette décision est identique à la réponse de ChatGPT.

https://www.theguardian.com/technology/2023/feb/03/colombia-judge-chatgpt-ruling?utm_source=substack&utm_medium=email

"Les images d'un roman graphique créées à l'aide du système d'intelligence artificielle Midjourney n'auraient pas dû bénéficier de la protection du droit d'auteur, a déclaré le Bureau américain du droit d'auteur (U.S. Copyright Office)", selon *Reuters*. Il a déclaré qu'il pourrait accorder un enregistrement de copyright au livre mais qu'il "omettrait les images qui 'ne sont pas le produit d'une création humaine' et qui ne peuvent donc pas être protégées par le copyright".

https://www.reuters.com/legal/ai-created-images-lose-us-copyrights-test-new-technology-2023-02-22/?utm_source=Sailthru&utm_medium=Newsletter&utm_campaign=Daily-Briefing&utm_term=022323

La société espagnole Eliminalia manipule "des informations en ligne pour le compte d'une clientèle mondiale, selon une enquête menée par le *Washington Post* et d'autres médias... L'enquête, qui s'appuie sur près de 50 000 dossiers internes, montre que l'entreprise a gagné des millions de dollars en vendant des services de désinformation. L'enquête a également révélé "comment les lois censées protéger la propriété intellectuelle et la vie privée sont détournées pour fausser le discours en ligne".

<https://www.washingtonpost.com/investigations/interactive/2023/eliminalia-fake-news-misinformation/>

État civil. "Alors que la science révolutionnaire de la généalogie génétique a reçu une reconnaissance bien méritée pour son rôle dans la résolution des mystères généalogiques, un professeur de sociologie a déclaré que "le rôle intégral du système plus statique des registres de l'état civil est généralement passé inaperçu". Dans un article publié dans *The Conversation*, elle oppose le système décentralisé des registres d'état civil des États-Unis, qui compte plus de 6 000 bureaux d'état civil locaux au niveau national, à ceux de l'Europe du Nord, qui disposent de "systèmes centralisés et intégrés".

https://theconversation.com/how-records-of-lifes-milestones-help-solve-cold-cases-pinpoint-health-risks-and-allocate-public-resources-196871?utm_medium=email&utm_campaign=Daily%20newsletter%20February%2015%202023&utm_content=Daily%20newsletter%20February%2015%202023+Version+A+CID_567ebca9f1d11c8e59f12df1e56dff4&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=How%20records%20of%20lifes%20milestones%20help%20solve%20cold%20cases%20pinpoint%20health%20risks%20and%20allocate%20public%20resources

Seconde Guerre mondiale. Les plus grandes archives des Pays-Bas sur la Seconde Guerre mondiale deviendront accessibles sous forme numérique après janvier 2025, selon *Reuters*. Les 32 millions de pages contiennent des informations sur "300 000 personnes, pour la plupart néerlandaises, sur lesquelles les Pays-Bas ont enquêté pour collaboration avec les occupants allemands. Seul un cinquième d'entre elles a comparu devant un tribunal, la plupart ayant fait l'objet d'accusations légères, comme l'appartenance à un mouvement nationaliste socialiste". Certaines personnes, en particulier les descendants de première génération des personnes citées, craignent que l'ouverture des dossiers ne rouvre également "d'anciennes hostilités et suspicions". La décision finale sur l'accès n'a apparemment pas été prise.

https://www.reuters.com/world/europe/dutch-war-archive-name-suspected-nazi-collaborators-online-2023-02-16/?utm_source=Sailthru&utm_medium=Newsletter&utm_campaign=Weekend-Briefing&utm_term=021823

Actualités bilatérales et multilatérales

Algérie/France. En août 2022, la France et l'Algérie ont annoncé que chaque pays nommerait un certain nombre d'historiens pour faire partie d'une commission mixte chargée d'étudier "les questions litigieuses de la mémoire historique". L'Algérie a nommé les membres de sa commission en novembre ; le 26 janvier, la France a nommé ses cinq historiens, a rapporté *Le Monde*. Pour plus d'informations, voir les *Nouvelles de la SAHR 2022-08*.

<https://histoirecoloniale.net/Nomination-de-la-partie-francaise-de-la-commission-mixte-d-historiens-franco.html>

Argentine/Brésil/Italie/Uruguay. En 2021, un tribunal italien a condamné l'ancien colonel uruguayen Pedro Antonio Mato Narbondo à la prison à vie pour son rôle dans l'assassinat de citoyens italiens en Argentine en juin 1976 dans le cadre des opérations anti-insurrectionnelles du "Plan Condor" dans le cône sud de l'Amérique du Sud. La condamnation a été prononcée par contumace ; Mato Narbondo vit au

Brésil, où il a été naturalisé. Le gouvernement italien a demandé aux autorités brésiliennes de le conduire en prison pour qu'il y purge sa peine, a rapporté *teleSUR*. Pour en savoir plus sur cette affaire, qui a donné lieu au témoignage de l'archiviste Giulia Barrera, voir *HWRG News* 2019-07.

https://www.telesurenglish.net/news/Plan-Condor-Killer-To-Serve-Time-in-Brazil-20230301-0006.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8

Guerres des Balkans. "Le tribunal supérieur de Belgrade a reconnu quatre anciens combattants serbes coupables d'avoir participé à l'enlèvement de 20 passagers d'un train à la gare de Strpci, en Bosnie, en février 1993, qui ont ensuite été tués, a rapporté *BIRN*. Les preuves de ce massacre ont été établies par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Pour plus d'informations, voir les *Nouvelles de la SAHR* 2023-01.

<https://balkaninsight.com/2023/02/07/serbia-convicts-wartime-fighters-of-bosnia-train-abductions/>

Salvador/États-Unis. "Dans un acte d'accusation récemment dévoilé, le ministère américain de la justice (DOJ) affirme que, dans le cadre des accords conclus avec [le gang] Mara Salvatrucha, le gouvernement actuel du Salvador a protégé des membres du gang recherchés pour des crimes commis aux États-Unis en évitant leur extradition et en libérant même l'un d'entre eux de prison avant qu'il n'ait fini de purger sa peine", a rapporté *El Faro*. L'acte d'accusation du district oriental de New York a été émis à l'encontre de 13 des chefs de gang du MS-13 qui se trouvent encore au Salvador, pour "racket, conspiration en vue de soutenir matériellement le terrorisme sur le sol américain et narcoterrorisme". Elle est "basée sur le témoignage d'une douzaine d'anciens membres du MS-13, sur des vidéos, des appels téléphoniques et des messages textuels et audio".

https://elfaro.net/en/202302/el_salvador/26739/El-Salvador-Government-Protection-of-MS-13-from-Extradition-Emerges-in-DOJ-Indictment.htm?utm_source=substack&utm_medium=email

France/Espagne. [L'Office français de protection des réfugiés et apatrides](#) (Ofpra) est l'organisme public français qui statue sur les demandes d'asile et d'apatridie et conserve les archives historiques sur les réfugiés en France. Lors du sommet franco-espagnol du 19 janvier 2023, la France et l'Espagne ont réaffirmé leur volonté de poursuivre leurs efforts communs pour valoriser les archives historiques de l'Ofpra sur les réfugiés espagnols dans le cadre de la construction d'une mémoire démocratique en Espagne et en Europe. La veille, le directeur général de l'Ofpra et son homologue espagnol ont signé une déclaration d'intention visant à valoriser les archives de l'Ofpra relatives aux réfugiés espagnols à travers un programme de numérisation, facilitant ainsi l'accès aux nombreux documents relatifs aux réfugiés espagnols. Merci à Christine Martinez pour le lien.

[Signature d'une déclaration d'intention en matière d'archives entre le ministère de la Culture et des Sports du Royaume d'Espagne et l'Ofpra | Ofpra](#)

Allemagne/Syrie. Le tribunal de Berlin a confirmé la condamnation à la prison à vie du ressortissant syrien Moafek D., ancien membre d'une milice syrienne, pour des meurtres commis dans le camp de réfugiés de Yarmouk, à l'extérieur de Damas, a rapporté *l'AFP*. "Il s'agit du troisième procès pour crimes de guerre liés au régime du président syrien Bachar el-Assad à se tenir en Allemagne. Pour plus d'informations, voir les *Nouvelles de la SAHR* 2023-01.

https://www-justiceinfo-net.translate.google.fr/112957-allemande-un-membre-dune-milice-syrienne-condamne-pour-crimes-de-guerre.html?_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=en&_x_tr_hl=auto

Grenade/Royaume-Uni. "Une famille aristocratique britannique va entrer dans l'histoire en se rendant dans les Caraïbes et en s'excusant publiquement d'avoir possédé plus de 1 000 Africains réduits en esclavage", a rapporté le *Guardian*. "La famille Trevelyan, qui compte de nombreux ancêtres célèbres, doit également payer des réparations au peuple de la Grenade, où elle possédait six plantations de sucre. "En 1835, la famille Trevelyan a reçu 26 898 livres sterling, une somme énorme à l'époque, en compensation du gouvernement britannique pour l'abolition de l'esclavage un an plus tôt. Les hommes, femmes et enfants réduits en esclavage n'ont rien reçu et ont été contraints de travailler huit années supplémentaires sans rémunération en tant qu'"apprentis".

<https://www.theguardian.com/world/2023/feb/04/british-slave-owners-family-apologise-reparations-trevelyans>

Inde/Pakistan. En 1960, la Banque mondiale a servi de médiateur entre l'Inde et le Pakistan pour le partage de l'eau de l'Indus, qui borde les deux pays. Récemment, des tensions sont apparues entre les parties, le Pakistan s'opposant aux projets de barrages hydroélectriques de l'Inde sur deux des affluents du fleuve et ayant porté sa plainte devant la Cour d'arbitrage de La Haye, "tandis que l'Inde a demandé à son voisin

d'entamer des négociations bilatérales pour modifier le traité sur les eaux de l'Indus". Les termes du traité autorisent la résolution des conflits par un expert neutre nommé par la Banque mondiale ou par la Cour, a expliqué la *Fondation Thomson Reuters*. Les documents relatifs aux négociations initiales du traité se trouvent dans les archives du Groupe de la Banque mondiale.

https://www.context.news/climate-risks/could-focus-on-climate-ease-water-woes-between-india-and-pakistan?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-climate

Israël/Palestine. L'institut Akevot a publié une analyse des archives du procès du massacre de Kafr Qasim, qui s'est tenu en 1957 et qui a été rendu public par la Cour d'appel militaire en août 2022. Constitués d'environ 8 000 pages, dont la plupart concernent des audiences publiques, les dossiers comprennent des documents jusqu'alors inconnus sur le Plan Mole, un programme visant à déplacer les communautés arabes dans les zones frontalières en cas de guerre. Pour en savoir plus, voir *SAHR News* 2022-07.

<https://www.akevot.org.il/en/article/operation-mole/>

Amérique latine. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a déclaré avoir confirmé les meurtres de 126 défenseurs des droits civiques en 2022. La Commission a indiqué qu'elle était également « informée de plusieurs cas de commentaires stigmatisants visant à discréditer les efforts de défense des droits de l'homme. Ces commentaires ont même parfois été tenus par de hautes autorités des États, comme au Salvador, au Mexique et au Venezuela. » La Commission a souligné que le travail des défenseurs de l'environnement est « essentiel pour assurer un équilibre entre la protection de l'environnement et le développement durable des pays dans les Amériques ». Soulignant la difficulté d'obtenir des données solides sur les meurtres de défenseurs, le bureau du Défenseur des Droits de Colombie « a signalé un total de 215 meurtres de défenseurs en 2022, le chiffre le plus élevé pour une seule année depuis 2016 », soit près du double du nombre de la Commission pour l'ensemble de la région.

https://www.oas.org/en/IACHR/jsForm/?File=/en/iachr/media_center/PReleases/2023/026.asp

Malaisie/Pays-Bas/Russie. L'équipe conjointe d'enquête chargée d'enquêter sur le crash de l'avion malaisien MH17 en 2014 a publié son rapport final. Elle indique qu'il y a « actuellement des preuves insuffisantes pour aller plus loin », dans l'attribution de la responsabilité du tir qui a abattu l'avion, que l'identification des trois hommes, deux Russes et un Ukrainien, qui ont déjà été reconnus pénalement responsables d'avoir abattu l'avion, selon *DutchNews.nl*. Le procureur néerlandais a déclaré avoir "des indications solides" selon lesquelles le président russe Poutine aurait approuvé la livraison du système de missile utilisé pour abattre l'avion, mais en tant que chef de l'Etat « il bénéficie d'une immunité ». Le *New York Times* a rapporté que, selon les enquêteurs, l'appelant d'une communication interceptée aurait dit, faisant référence à Poutine : « Il est le seul à prendre la décision, personne d'autre ». Les procureurs ont souligné que "des enquêtes plus poussées de la Cour pénale internationale et de la Cour européenne des droits de l'homme utiliseraient leurs preuves recueillies à partir d'entretiens, d'appels téléphoniques interceptés, d'images satellites et d'autres sources primaires".

<https://www.dutchnews.nl/news/2023/02/strong-indications-but-no-case-against-putin-mh17-investigation/>

<https://www.nytimes.com/2023/02/08/world/europe/putin-flight-mh17-missile.html>

Maurice/Royaume-Uni/États-Unis. *Human Rights Watch* a publié un rapport de 106 pages, intitulé « C'est alors que le cauchemar a commencé : le déplacement forcé des Chagossiens par le Royaume-Uni et les États-Unis et les crimes coloniaux actuels », documentant « le traitement des Chagossiens, un peuple autochtone que le Royaume-Uni et les États-Unis ont chassé de leur maisons dans les années 1960 et 1970 pour qu'une base militaire américaine puisse être construite sur Diego Garcia, la plus grande des îles » de l'archipel des Chagos dans l'océan Indien. Pour plus d'information, voir *HRWG News* 2019-02.

<https://www.hrw.org/news/2023/02/15/uk-us-expelled-islanders-50-years-ago-crime-against-humanity>

Moldavie/Russie. Le décret de 2012 « qui conditionnait en partie la souveraineté de la Moldavie à la résolution de l'avenir de la région de Transnistrie » a été révoqué par le président russe Poutine, selon *Reuters*. Le décret de 2012 avait engagé la Russie « à rechercher des moyens de résoudre la question séparatiste [de la Transnistrie en Moldavie] 'sur la base du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du statut de neutralité de la République de Moldavie dans la détermination du statut spécial de la Transnistrie' ». L'ordonnance révoquant le document de 2012 a été publiée sur le site Internet du Kremlin. Le ministère moldave des Affaires étrangères a déclaré qu'il "étudierait attentivement" le document, sans indiquer s'il y avait eu connaissance préalable de la décision.

https://www.reuters.com/world/europe/putin-cancels-decree-underpinning-moldovas-sovereignty-separatist-conflict-2023-02-22/?utm_source=Sailthru&utm_medium=Newsletter&utm_campaign=Daily-Briefing&utm_term=022223

Guerre en Ukraine. Trois rapporteurs spéciaux des Nations Unies ont déclaré qu'au 15 février 2023, ils estimaient que plus de 240 biens culturels en Ukraine avaient été endommagés. « Nous sommes également préoccupés par la sévère prise pour cible des symboles culturels ukrainiens. Les ressources culturelles, telles que les dépôts de littérature ukrainienne, les musées et les archives historiques, sont détruites. » Selon *ArtNews*, le site Web ukrainien *Culture Crimes* a déclaré que « 553 objets du patrimoine culturel et des institutions culturelles de l'Ukraine sont endommagés ou détruits ».

<https://www.ohchr.org/en/statements/2023/02/targeted-destruction-ukraines-culture-must-stop-un-experts>
<https://news.artnet.com/art-world/ukraine-war-one-year-cultural-heritage-preservation-2261952>

L'Ukraine utilise la technologie fournie par la société spécialisée en reconnaissance faciale Clearview AI pour « scanner les visages des soldats russes morts afin d'identifier leurs corps et d'informer leurs familles », selon les informations de WIRED. Mais identifier les morts à l'aide d'une technologie de reconnaissance faciale « soulève de graves questions en matière de droits de l'Homme » et pourrait « conduire à des erreurs et traumatiser des familles ». WIRED suggère que « cette technologie est utilisée à de nombreuses fins en Ukraine, mais seule son utilisation potentiellement positive pour identifier les morts fait l'objet de discussions publiques ».

https://www.wired.com/story/russia-ukraine-facial-recognition-technology-death-military/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cnid=53684912&esrc=sign-up-page&source=Email_0_EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_022223&utm_mailing=WIR_Daily_022223&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=P6

L'ONG ukrainienne Centre pour les libertés civiles (CCL) a reçu le prix Nobel de la paix en 2022. Dans une interview avec *Geneva Solutions*, la directrice exécutive du CCL, Oleksandra Romantsova, a déclaré qu'elle a commencé à recenser des récits de crimes de guerre au moment de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. Depuis l'invasion de 2022, le personnel et les bénévoles du CCL ont rassemblé des preuves de « toutes sortes de crimes de guerre, à l'exception de l'utilisation d'enfants soldats » dans les zones qu'ils ont visitées. En 2022, le CCL a également constitué la base de données « Tribunal pour Poutine » « grâce à laquelle plus de 40 organisations à travers toutes les régions d'Ukraine documentent des crimes de guerre probables » ; en l'espace d'un an, il a « documenté plus de 33 000 violations, sachant que les ONG à l'origine de l'initiative estiment que le nombre réel des crimes de guerre est probablement beaucoup plus élevé. » Selon le procureur général d'Ukraine, « les autorités régionales ont enregistré plus de 65 000 crimes de ce genre commis par la Russie depuis l'invasion de Moscou en février de l'année dernière ».

https://genevasolutions.news/global-news/one-year-since-russia-s-invasion-ukrainians-seek-justice-for-war-crimes?utm_source=newsletter&utm_medium=email

« Mnemonic, une ONG basée à Berlin, a récolté plus de 3 millions de documents sur des violations potentielles de droits de l'homme et de crimes de guerre présumés en Ukraine depuis l'invasion russe », selon *France 24*. Elle détient principalement du contenu généré par les utilisateurs à partir de « messages sur Telegram, YouTube, Twitter et Facebook » ; toutefois les archives ukrainiennes de l'organisation comprennent également des images satellite et des articles de presse. « L'un des plus grands défis consiste à préserver sur le long terme des archives numériques, car cela suppose de tenter de prédire les avancées technologiques qui pourraient affecter l'accès aux archives à l'avenir. »

<https://www.france24.com/en/europe/20230228-accountability-and-justice-gathering-digital-evidence-of-war-crimes-in-ukraine>

L'Observatoire des conflits du laboratoire de recherche humanitaire de l'école de santé publique de l'Université de Yale a « identifié 43 établissements impliqués dans la détention d'enfants ukrainiens depuis l'invasion russe de l'Ukraine du 24 février 2022 » et a « collecté des informations sur au moins 6000 enfants ukrainiens âgés de quatre mois à 17 ans détenus dans des camps et d'autres établissements. Ces établissements se trouvent en Crimée occupée par la Russie et en Russie même ; « la majorité sont des camps de loisirs où les enfants sont emmenés pour ce qui apparaît comme des vacances, tandis que d'autres

sont des établissements utilisés pour héberger des enfants destinés à être placés en famille d'accueil ou adoptés en Russie ». « L'objectif premier des camps semble être la rééducation politique » centrée sur la Russie. « Le consentement obtenu auprès des parents pour que leur enfant participe à un camp comprenait dans certains cas des signatures sous procuration, y compris sans mandataire nommément désigné." Pour le laboratoire, les établissements présumés hébergeant des enfants ukrainiens « ont été identifiés au moyen de publications sur les réseaux sociaux, d'annonces et de publications gouvernementales et de rapports de presse. Les emplacements des camps et les installations connexes ont ensuite été géolocalisés en comparant des photographies, des vidéos et des descriptions des enfants sur place à des photographies de référence, sur le site internet du camp ou en utilisant des photographies postées par les utilisateurs sur des sites de cartographie. » Pour être inclus dans le rapport, « chaque lieu et revendication thématique a nécessité l'accord indépendant d'au moins deux chercheurs. »

<https://hub.conflictobservatory.org/portal/apps/sites/#/home/pages/children-camps-1>

Nouvelles nationales

Australie. La commission Yoorrook, conçue et dirigée par des Autochtones de l'État de Victoria, a été établie pour donner la parole aux Peuples Premiers, a indiqué *justiceinfo.net*. « Les histoires d'injustices passées et présentes présentées à Yoorrook contribueront à créer une archive officielle sur l'impact de la colonisation sur les Peuples Premiers." » La commission est un élément du processus en cours de négociation d'un traité entre le gouvernement de l'État et les communautés aborigènes locales. Pour le contexte, voir *SAHR News* 2021-06.

<https://www.justiceinfo.net/en/11986-australia-yoorrook-commission-faces-continued-violence-colonisation.html>

Canada. Des familles du Manitoba ont appris que deux bébés de sexe masculin avaient été échangés à la naissance en 1955, l'un dans une famille d'origine ukrainienne et l'autre dans une famille métisse dont la mère était Cree, selon le *Globe and Mail*. L'échange a été découvert grâce à un kit de test ADN à domicile par la sœur de l'un des deux hommes. Eddy Ambrose, qui a été élevé par la famille d'origine ukrainienne, ainsi que sa fille, « veut rejoindre la Fédération des Métis du Manitoba, et souhaite que ses quatre petits-fils aient accès à l'aide destinée aux étudiants métis de la Nation pour financer leurs études dans l'enseignement supérieur ». Toutefois, pendant neuf mois, le gouvernement du Manitoba a ignoré les demandes de son avocat pour reconnaître l'erreur et l'aider à apporter les modifications nécessaires à son certificat de naissance pour lui permettre d'acquérir la citoyenneté en tant que Métis. Le gouvernement dit à présent qu'il n'a « aucune responsabilité légale concernant la confusion » et qu' Ambrose devrait contacter la Direction des statistiques de l'état civil de la province pour modifier le registre des naissances. Pendant ce temps, Richard Beauvais, qui vivait dans la famille métisse, a subi une enfance difficile, y compris en étant « placé de force sous la garde du gouvernement » et placé dans divers foyers d'accueil. Dans une interview, il a déclaré : « J'ai vu ce que le gouvernement a fait aux enfants indiens parce qu'ils croyaient que j'étais un enfant indien. [...] Peu de gens ont vu ce que j'ai vu. C'était brutal et c'était méchant. »

https://www.theglobeandmail.com/canada/article-switched-at-birth-manitoba/?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=230215

Chine. Trois rapporteurs spéciaux (RS) de l'ONU ont déclaré qu' « environ un million d'enfants de la minorité tibétaine sont concernés par les politiques du gouvernement chinois visant à assimiler le peuple tibétain culturellement, religieusement et sur le plan linguistique par le biais d'un système d'internats ». « Alors qu'au niveau national, le pourcentage d'élèves en internat est d'un peu plus de 20 %, les informations reçues indiquent que la grande majorité des enfants tibétains sont dans des pensionnats, soit près d'un million d'enfants au total. » Les RS ont déclaré que « les politiques vont à l'encontre de l'interdiction de la discrimination, des droits à l'éducation, des droits linguistiques et culturels, de la liberté de religion ou de croyance et des autres droits en tant que minorité du peuple tibétain. »

[https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/02/china-un-experts-alarmed-separation-1-million-tibetan-children-families-and#:~:text=GENEVA%20\(6%20February%202023\)%20%E2%80%93,%2C%20UN%20experts*%20warned%20today](https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/02/china-un-experts-alarmed-separation-1-million-tibetan-children-families-and#:~:text=GENEVA%20(6%20February%202023)%20%E2%80%93,%2C%20UN%20experts*%20warned%20today)

Colombie. La Cour interaméricaine des droits de l'homme a déclaré avoir constaté « des violences systématiques contre les membres et les militants de l'Union patriotique, qui ont duré plus de deux

décennies [les années 1980 et 1990] et se sont étendue à la quasi-totalité du territoire colombien ». Elles ont consisté en ce que le gouvernement « a permis que tant la base de l'UP que ses élus soient abattus en toute impunité et a même utilisé ses propres forces dans le génocide politique », selon le *Guardian*. Au moins 6000 membres de ce parti de gauche ont été tués. « Le tribunal a également condamné les gouvernements colombiens successifs pour ne pas avoir enquêté sur les milliers de cas de disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires et de tortures utilisées pour éradiquer le mouvement. » Le tribunal a ordonné divers moyens de réparation, y compris des enquêtes pour « établir la vérité » sur les graves violations ; malheureusement, le tribunal n'a pas explicitement demandé l'ouverture de toutes les archives pertinentes, alors que ce serait nécessaire pour une enquête approfondie. La Colombie s'est engagée à verser des réparations aux victimes.

https://www.corteidh.or.cr/docs/comunicados/cp_09_2023.pdf;

https://www.theguardian.com/world/2023/feb/01/colombia-reparations-systemic-violence-leftwing-patriotic-union?utm_source=substack&utm_medium=email

Une équipe de chercheurs colombiens et américains a découvert « que l'élevage du bétail, et non la coca, est la principale cause de la déforestation en dehors de la frontière légale de l'agriculture », selon *Nature*, avec « de graves conséquences négatives sur les systèmes fonciers de l'Amazonie colombienne ». Ils ont noté que "les activités illicites ne sont pas bien documentées dans les données ouvertes accessibles au public, ce qui rend difficile de les relier aux changements de couverture terrestre observables par télédétection. Les activités illicites peuvent présenter des paysages similaires à celles des activités légitimes, ce qui rend difficile la détection et le repérage des activités illicites par rapport aux autres types d'utilisation des terres. Ils ont appliqué des « algorithmes intelligence artificielle » aux images satellites Landsat Collection I (1984-2019) et les ont comparées aux cartes de couverture terrestre disponibles et aux sources officielles publiées en 2009-2018 « pour différencier les modèles annuels de culture de coca et d'élevage de bétail », permettant aux chercheurs de « faire un lien entre les changements d'utilisation des terres et les activités illicites. »

https://www.nature.com/articles/s41598-023-28918-0?utm_source=substack&utm_medium=email

République Démocratique du Congo. Le sous-secrétaire général des Nations unies pour les droits de l'homme a déclaré que l'ONU a documenté des violations et des abus des droits de l'homme, notamment « des massacres, des mutilations et des violences sexuelles liées aux conflits, provoquant des déplacements massifs et des traumatismes durables ». Elle a condamné les « attaques épouvantables » commises contre des communautés dans l'Est du pays.

https://news.un.org/en/story/2023/02/1133822?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=89f98f200e-EMAIL_CAMPAIGN_2023_02_24_01_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-89f98f200e-%5BBLIST_EMAIL_ID%5D

Danemark/Groenland. Le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones a rendu des « observations préliminaires » sur la situation du peuple Inuit au Groenland. Il a noté que « la proportion de personnes sans abri d'origine inuite est nettement plus élevée que celle des personnes sans abri d'origine danoise, mais aucune donnée précise n'est disponible. Il n'y a pas non plus de statistiques précises sur le nombre d'enfants inuits vivant au Danemark et permettant de savoir s'ils reçoivent une éducation dans leur langue maternelle. » Il s'est dit « particulièrement consterné » par la stérilisation forcée des femmes inuites, une pratique qui fait actuellement l'objet d'une enquête pour la période 1966-1991 ; il a exhorté le gouvernement à « étendre l'enquête à des cas plus récents et à inclure les témoignages oraux de femmes inuites ». Il était « consterné » par la pratique consistant à retirer les enfants inuits de leur famille et à les placer dans des familles d'accueil : « des parents m'ont dit qu'ils avaient été contraints de signer des autorisations pour confier leurs enfants à des familles d'accueil et que leurs dossiers leur avaient été cachés. » Il s'est dit préoccupé par « les effets environnementaux et sociaux néfastes des activités militaires menées au Groenland sans le consentement libre, préalable et éclairé des Inuits » et par l'absence d'indemnisation pour "la réinstallation et la perte en conséquence de terres et de ressources ancestrales". Pour le contexte, voir *SAHR News* 2022-03, 07.

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/indigenouspeoples/sr/statements/eom-statement-denmark-greenland-sr-indigenous-2023-02-10.pdf>

Equateur. En octobre 2022, 218 accords ont été conclus entre le gouvernement et les communautés autochtones pour suspendre les autorisations de blocs pétroliers et les concessions minières dans les territoires ancestraux jusqu'à ce que des lois sur la consultation des communautés puissent être adoptées, selon *Reuters*. Le 24 février, la CONAIE, une organisation autochtone, a déclaré que le gouvernement n'avait pas respecté les accords et s'est retirée des pourparlers avec le gouvernement. Pour le contexte, voir *SAHR News* 2022-10.

<https://www.reuters.com/world/americas/ecuador-indigenous-organization-ends-talks-with-govt-calls-lasso-resignation-2023-02-25/>

El Salvador. Un maçon, Jose Alfredo Grande Martinez, a été arrêté le 5 avril 2022 ; la police a déclaré qu'il collaborait avec un gang. Grâce à Guacamaya Leaks, *El Faro* a obtenu un document interne de la police dans lequel l'unité de contrôle de la police, le bureau qui corrobore les rapports d'incidents, indiquait que "les agents qui l'ont arrêté ont falsifié des informations dans leur dossier, omis d'importantes informations sur l'endroit où les faits allégués se sont produits, et utilisé une source « non qualifiée » pour accuser Grande d'association illicite. Néanmoins, Grande était toujours en prison au 16 février 2023.

https://elfaro.net/en/202302/el_salvador/26724/Salvadoran-Police-Confirmed-Arbitrary-Arrest-of-Bricklayer-but-He-Remains-Detained-Nine-Months-Later.htm?utm_source=El+Faro_EN+DB&utm_campaign=2976a36c75-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-2976a36c75-363082696

Finlande. Les Samis sont des peuples autochtones de l'extrême nord de la Finlande, de la Suède, de la Norvège et de la Russie. En Finlande, « plus de 90 % du territoire sami traditionnel [...] est considéré comme appartenant à l'État, où il est exploité pour le bois par la société d'exploitation forestière de l'État. Les Samis finlandais sont « sans droits fonciers officiels [...] [donc] pour éviter des développements indésirables, les Samis s'appuient sur la démonstration de l'impact sur leur survie culturelle, qui est protégée par une clause de la Constitution finlandaise », selon *Mongabay*. La question immédiate est de savoir qui a le droit de vote dans la communauté sami. La loi actuelle définit une personne autochtone comme une personne qui a soit un arrière-grand-parent qui parlait le same comme langue maternelle, soit un ancêtre enregistré comme « Lapon ». Une nouvelle proposition de loi supprimerait à la fois le critère « lapon » et recréerait la liste électorale à partir de zéro en utilisant le critère de la langue ». Une partie du problème est que « bien que l'ampleur de l'assimilation forcée en Finlande ne soit pas encore pleinement connue, des documents attestent de siècles d'efforts pour supprimer les langues sames et décourager la pratique de la culture et de la religion samies. Plus récemment, des délocalisations massives ont été pratiquées de force pour la construction d'énormes barrages et réservoirs. Les critiques disent que jusqu'à 200 personnes pourraient être rayées des listes en tant que non-Sami si le changement se concrétise. Merci à Normand Charbonneau pour le lien.

<https://news.mongabay.com/2023/02/finlands-debate-over-indigenous-identity-and-rights-turns-ugly/>

France. « A l'occasion de la Journée du Souvenir du Génocide et de la Prévention des Crimes contre l'Humanité, les ministres de la Culture et de la Justice ont ouvert au public les archives des procès de Maurice Papon pour son rôle dans la déportation des Juifs entre 1942 et 1944. » Merci à Christine Martinez pour le lien.

[Justice / Portail / Ouverture complète des archives des procès Maurice Papon](#)

Allemagne. La Cour constitutionnelle fédérale allemande a jugé inconstitutionnelle une loi de 2019 adoptée par la ville de Hambourg qui permettait à la police d'utiliser un logiciel d'analyse de données commercialisé par la société Palantir en l'appliquant sur les contacts téléphoniques des citoyens. Le tribunal « a émis des directives strictes [...] sur la façon dont les outils d'analyse automatique de données tels que ceux de Palantir peuvent être utilisés par la police, et il a mis en garde contre le risque d'inclure des données appartenant à des tiers, comme des témoins ou des avocats », a rapporté *WIRED*.

https://www.wired.com/story/palantir-germany-gotham-draget/?utm_brand=wired&utm_campaign=cm&utm_mailing=WIR_SubPersRec_1_02012020&utm_medium=email&utm_source=crm&utm_term=WIR_PersRec_CYGNUS_2023-02-22

Guinée. La Cour pénale de Dixinn juge l'affaire du massacre du stade de Conakry le 28 septembre 2009 qui a provoqué plus de 150 morts. L'audition des parties civiles a débuté le 14 février, a rapporté

justiceinfo.net. La première partie, une femme qui avait déclaré avoir été victime d'un viol collectif, a été appelée à comparaître avant que le tribunal ne décide que son témoignage devait être entendu à huis clos. Malheureusement, les caméras de la presse n'avaient pas encore été éteintes au moment de son entrée dans la salle d'audience (l'affaire fait sensation dans les médias guinéens) et elle a été vue en direct à la télévision et sur Internet. Pour le contexte, voir *SAHR News* 2022-11.

<https://www.justiceinfo.net/en/113089-guinea-victims-have-their-say-at-the-stadium-massacre-trial.html>

Guyana. Vingt et une communautés autochtones du sud du Rupununi ont appelé le gouvernement « à faire la preuve de son engagement à respecter » sa promesse d'impliquer les communautés dans la prise de décision quant à « la menace de destruction que l'agro-industrie commerciale, l'exploitation minière ou l'exploitation forestière font peser sur nos terres ». Elles étaient particulièrement préoccupées par le fait qu'un organisme appelé ART-TREES ayant délivré des crédits carbone au Guyana, celui-ci a revendu les crédits à Hess Oil qui, lui, a effectué le premier paiement. Les communautés ont déclaré qu'elles ne sont « pas opposé[e]s à l'idée que les peuples autochtones puissent bénéficier de revenus financiers pour notre travail acharné à protéger nos forêts et à fournir des services au climat. Mais notre travail devrait être reconnu d'abord et avant tout à travers la propriété et la reconnaissance légale de nos terres... Il ne serait que justifié qu'une fois nos titres légalement garantis, notre peuple puisse alors décider si et comment il souhaite participer aux marchés du carbone et vendre des crédits carbone. »

https://www.kaieteurnews.com/2023/02/17/whats-missing-in-the-carbon-credits-debate-titling-of-indigenous-lands/?utm_source=substack&utm_medium=email

Haïti. Un nouveau rapport du Service des Droits de l'homme du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti a déclaré que « du 8 juillet au 31 décembre 2022, la violence des gangs a entraîné 263 meurtres dans le quartier Cité Soleil de Brooklyn, une commune paupérisée et densément peuplée près de la capitale Port-au Prince. Il a documenté au moins 57 viols collectifs de femmes et de jeunes filles, ainsi que des enlèvements et de l'exploitation sexuelle. En une seule journée, le 8 juillet, des membres de gangs ont assassiné 95 personnes, dont six enfants. » Lors d'une visite en Haïti, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme a qualifié les conclusions de « terrifiantes ».

https://news.un.org/en/story/2023/02/1133392?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=f28a60f519-EMAIL_CAMPAIGN_2023_02_11_01_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-f28a60f519-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

Inde. « Dans l'Etat d'Assam, la police a arrêté plus de 1 800 hommes pour avoir épousé ou arrangé des mariages avec des jeunes filles mineures », a déclaré le Premier ministre de l'Assam. D'autres arrestations sont à attendre, « y compris de personnes aidant à enregistrer ce genre de mariages dans les temples et les mosquées », a indiqué *Reuters*. Le ministre a déclaré que « le gouvernement d'Assam a enregistré des plaintes liées au mariage d'enfants contre 4 004 personnes. »

https://www.reuters.com/world/india/indian-police-arrest-1800-men-crackdown-underage-marriage-2023-02-03/?utm_source=Sailthru&utm_medium=Newsletter&utm_campaign=Daily-Briefing&utm_term=020323

Iran. CNN a déclaré avoir recueilli "des dizaines de témoignages" depuis le début du soulèvement en septembre 2022 et a établi que les personnes arrêtées pour écraser le mouvement étaient détenues non seulement dans des prisons et des postes de police officiels, mais aussi dans « un vaste réseau de prisons clandestines illégales, ou sites noirs. » CNN a identifié les localisations de plus de trois douzaines de ces sites noirs. Une femme précédemment détenue dans l'un d'entre eux a déclaré qu'elle avait été filmée « de la tête aux pieds » et qu'on lui avait dit de déclarer que « des médias étrangers vous ont incité à venir dans la rue ». D'anciens prisonniers ont indiqué que les personnes arrêtées étaient « presque toujours » contraintes de signer des confessions « avouant faire partie d'un groupe terroriste, cherchant à renverser l'État ou à semer le désordre, des accusations passibles de longues peines d'emprisonnement ou de la peine de mort ».

<https://www.cnn.com/interactive/2023/02/middleeast/iran-torture-jails-black-sites-mahsa-amini-protests-cmd-intl/>

Irlande. « Les publicités soumises à Facebook, TikTok et YouTube véhiculant des messages de haine extrêmement violente contre la communauté LGBTQ+ en Irlande ont presque toutes été approuvées pour publication par les plateformes, selon un nouveau test effectué par *Global Witness*. »

<https://www.globalwitness.org/en/press-releases/extreme-and-violent-anti-lgbtq-hate-approved-publication-leading-social-media-platforms/>

Liban. Des cambrioleurs sont entrés par effraction dans l'Agence nationale de presse à Beyrouth et ont volé cinq ordinateurs et le serveur contenant des photos d'événements de 1961 à nos jours, y compris la couverture de la guerre civile du pays de 1975-1990. Tout en qualifiant cela de « crime d'envergure nationale », le ministre de l'Information a déclaré que "seule une partie des archives photographiques avait été dérobée et que le ministère disposait toujours de la base de données", a indiqué la *BBC*.
<https://www.bbc.com/news/world-middle-east-64789141.amp>

Nigeria. *L'AFP* rapporte qu'"Au moins 25 000 personnes ont été portées disparues dans le nord-est du Nigeria depuis le début du conflit sanglant avec les groupes djihadistes, dont plus de la moitié sont des enfants, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)". Un volontaire de la Croix-Rouge dans un camp de personnes déplacées à Yola a déclaré qu'à chaque fois que de nouvelles personnes arrivent, on leur demande si elles connaissent des personnes disparues, puis on recueille les noms, les lieux de naissance, les caractéristiques physiques et les photographies : "Pour un seul cas, nous avons parfois recueilli 70 informations différentes. Amnesty International a déclaré que des dizaines de milliers de personnes ont été "arrêtées illégalement par les forces de sécurité" et souvent détenues en secret, ce qui rend leur identification impossible ; l'organisation estime que 10 000 personnes sont mortes en détention. "Malgré les obstacles, 3 534 personnes disparues à la suite d'attaques, d'enlèvements et d'arrestations ont été retrouvées par le CICR depuis 2018, et 95 enfants ou adultes vulnérables ont été réunis avec leur famille."

https://www.rfi.fr/en/international-news/20230209-i-shouted-their-names-the-hole-left-by-nigeria-s-disappeared?utm_source=substack&utm_medium=email

La Commission nationale des droits de l'homme a nommé un "Panel d'enquête indépendant spécial sur les violations des droits de l'homme dans la mise en œuvre des opérations de contre-insurrection dans le nord-est. Le groupe se concentrera, entre autres, sur l'enquête concernant le rapport de *Reuters* qui allègue que l'armée nigérienne a été impliquée dans l'avortement de nombreuses grossesses dans le Nord-Est au cours des 10 dernières années. Pour plus d'informations, voir *SAHR News* 2022-12.

<https://www.reuters.com/world/africa/nigerian-rights-commission-panel-probe-abortion-allegations-against-military-2023-02-01/>

Pakistan. La Commission des droits de l'homme du Pakistan a publié le rapport "A Breach of Faith : Liberté de religion ou de conviction en 2021/22". Après avoir examiné les cas survenus entre juillet 2021 et juin 2022, la Commission "a observé avec une grande inquiétude plusieurs développements [...] qui démentent l'engagement de l'État" à l'égard de ce principe. Elle a signalé un attentat à la bombe contre une mosquée chiite en mars 2022, qui a fait au moins 62 morts et près de 200 blessés ; au moins deux attaques contre la communauté chrétienne ; environ 60 cas de conversation forcée, dont 70 % concernaient des filles de moins de 18 ans ; des données de la police montrant que 585 cas ont été enregistrés en vertu des lois sur le blasphème, appliquées de manière disproportionnée contre les minorités religieuses ; la profanation de sites de culte ; les discours de haine ; et la discrimination dans l'éducation et l'emploi.

<https://hrcep-web.org/hrcepweb/wp-content/uploads/2020/09/2023-A-breach-of-faith-freedom-of-religion-or-belief-in-2021-22.pdf>

Pérou. À la suite des violentes manifestations de décembre 2022, Amnesty International a envoyé une équipe d'enquêteurs au Pérou. Ses premières conclusions sont que "l'armée et la police nationale du Pérou (PNP) ont illégalement tiré avec des armes létales et utilisé d'autres armes moins meurtrières sans discernement contre la population, en particulier contre les indigènes et les *campesinos* [travailleurs agricoles ruraux]" lors de la répression des manifestations. Les membres de l'équipe d'Amnesty ont mené des entretiens et son laboratoire Crisis Evidence a "vérifié 36 documents photographiques et vidéo, dont au moins 11 montrent que les autorités ont fait un usage excessif et parfois aveugle de la force létale et moins létale". Amnesty a reçu des informations sur "46 cas de violations possibles des droits de l'homme et a documenté 12 cas de décès dus à l'utilisation d'armes à feu" et "a reçu des informations sur de graves lacunes dans les enquêtes sur les violations des droits de l'homme et dans l'administration de la justice". Après avoir effectué "une analyse basée sur les données du bureau du médiateur péruvien, en utilisant comme paramètres la concentration des manifestations et le nombre de morts dues à la répression", elle a constaté "que le nombre de morts arbitraires possibles dues à la répression de l'État est disproportionné

dans les régions à forte population indigène", ce qui suggère "que les autorités ont agi avec un parti pris raciste marqué, en ciblant des populations qui ont été historiquement discriminées".

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/02/peru-lethal-state-repression/>

Portugal. La commission chargée d'enquêter sur les abus sexuels commis par des membres de l'Église catholique romaine a rendu son rapport final, écrit *Reuters*. La commission a déclaré qu'au cours des 70 dernières années, "au moins 4 815 enfants" ont été victimes d'abus et qu'il s'agit du nombre "minimum absolu" de victimes. La commission prépare une liste de prêtres accusés ("plus de 100") qu'elle enverra à l'Église et au ministère public.

<https://www.reuters.com/world/europe/thousands-abused-by-members-portuguese-church-past-70-years-2023-02-13/>

Russie. Le gouvernement a modifié une loi de 2005 pour interdire aux fonctionnaires d'utiliser la plupart des mots étrangers dans l'exercice de leurs fonctions officielles, selon *Reuters*. Le texte se lit comme suit : "Lors de l'utilisation du russe en tant que langue d'État de la Fédération de Russie, il est interdit d'utiliser des mots et des expressions qui ne correspondent pas aux normes du russe moderne ... à l'exception des mots étrangers qui n'ont pas d'équivalents correspondants largement utilisés en russe". Une liste de mots étrangers qui peuvent encore être utilisés doit être publiée. "Les amendements ne prévoient aucune sanction pour ceux qui ne respectent pas la loi mise à jour." <https://www.reuters.com/world/europe/russia-bans-government-officials-using-most-foreign-words-2023-02-28/>

Espagne. "Les autorités espagnoles doivent enquêter de manière approfondie sur les informations selon lesquelles les logiciels espions Pegasus et Candiru ont été utilisés pour cibler des personnalités et des militants catalans en Espagne à la suite de la candidature à l'indépendance en 2017", ont déclaré deux rapporteurs spéciaux (RS) de l'ONU. "Entre 2017-2020, les appareils d'au moins 65 politiciens et militants de la minorité catalane auraient été ciblés par un programme d'espionnage complexe et sophistiqué, dont les victimes comprenaient des dirigeants de la minorité catalane, des membres du Parlement européen, des législateurs, des juristes et des membres d'organisations de la société civile." Les RS se disent "préoccupés par le fait que l'utilisation généralisée de ce type de logiciel espion puisse conduire à une autocensure accrue, ce qui a un effet dissuasif sur la jouissance du droit à la liberté d'expression et du droit à la liberté de réunion, ainsi que sur d'autres violations des droits des minorités et de leur participation effective à la vie publique". Qui contrôle aujourd'hui les données obtenues par ces systèmes ?

<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/02/spain-un-experts-demand-investigation-alleged-spying-programme-targeting>

Le parlement espagnol a approuvé une législation qui permettra aux personnes de plus de 16 ans de changer leur sexe légalement enregistré sur les documents officiels sans contrôle médical, d'assouplir les limites de l'avortement pour les personnes âgées de 16 et 17 ans, et de faire du pays le premier en Europe à introduire un congé menstruel rémunéré. Elle interdit également la thérapie de conversion, passible de lourdes amendes, et met fin aux subventions publiques accordées aux groupes qui "incitent à la LGBTIphobie ou la promeuvent", selon le *Guardian*.

<https://www.theguardian.com/world/2023/feb/16/spain-passes-law-allowing-anyone-over-16-to-change-registered-gender>

États-Unis. "Il existe deux grandes initiatives nationales de collecte de données sur l'avortement aux États-Unis : le rapport de surveillance de l'avortement des Centers for Disease Control and Prevention, qui a commencé à recueillir des données en 1969, et l'enquête sur les pratiques d'avortement de l'Institut Guttmacher, qui a commencé à recueillir des données en 1973", a rapporté *The 19th*. Avec la décision de la Cour suprême de 2022 dans l'affaire *Dobbs* contre *Jackson Women's Health Organization*, qui autorise les États à interdire l'avortement, les chercheurs craignent que la collecte de données valables, qui a toujours été difficile, ne le devienne encore plus avec des niveaux significatifs de sous-déclaration, car de plus en plus de personnes chercheront à avorter en dehors des établissements médicaux. "Des données incomplètes sur les avortements pourraient conduire à des calculs moins précis sur les taux d'échec des différents contraceptifs et à une moins bonne connaissance des personnes qui tombent enceintes. Cela pourrait également conduire à moins d'informations sur le type d'aide à la procréation dont les gens ont besoin".

https://19thnews.org/2023/02/abortion-data-rates-after-dobbs/?utm_campaign=morning_rounds&utm_medium=email&_hsmi=248011178&_hsenc=p2ANqtz--Z1vqgof6npjid6-

[h9caMWIwBCwCAXBa2wAreIaI00_0DLKRmyaWvubgcDvVcewffI6EUmFxZ5-EYVipGl0q_R47XRzg&utm_content=248011178&utm_source=hs_email](https://undark.org/2023/02/28/does-pollution-of-the-great-lakes-violate-tribal-treaty-rights/?utm_source=Undark%3A+News+%26+Updates&utm_campaign=a7d287e535-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_5cee408d66-185e4e09de-%5BLIST_EMAIL_ID%5D)

Les membres de la tribu autochtone des Ojibwés ont le droit, en vertu d'un traité, de pêcher dans le lac Supérieur, l'un des Grands Lacs des États-Unis. Aujourd'hui, les citoyens des tribus "considèrent la pollution des Grands Lacs comme un empiètement continu sur la façon dont les communautés ojibwées exercent ces droits", rapporte *Undark*. Le lac contient du mercure et des PCB persistants qui s'accumulent dans les animaux à des niveaux suffisamment élevés pour justifier des avis aux consommateurs de poisson, ainsi que des PFA, les "produits chimiques à vie" liés à toute une série de problèmes de santé, y compris le cancer. L'Agence fédérale de protection de l'environnement a proposé une règle qui "obligerait les États à tenir compte des droits issus des traités, tels que la pêche et la cueillette de riz sauvage, lors de l'établissement de normes en vertu de la loi sur l'eau propre", mais cette règle n'a pas encore été adoptée.

https://undark.org/2023/02/28/does-pollution-of-the-great-lakes-violate-tribal-treaty-rights/?utm_source=Undark%3A+News+%26+Updates&utm_campaign=a7d287e535-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_5cee408d66-185e4e09de-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

Une étude du National Bureau of Economic Research a combiné "les données relatives à l'impôt sur le revenu avec les registres de naissance, de décès et d'hospitalisation et les données démographiques du Census Bureau et de la Social Security Administration" et a constaté que parmi les enfants nés de mères primipares entre 2007 et 2016 en Californie, "les mères les plus riches et leurs nouveau-nés sont les plus susceptibles de survivre l'année suivant l'accouchement, sauf lorsque la famille est noire", a rapporté le *New York Times*. "Les mères noires les plus riches et leurs bébés ont deux fois plus de chances de mourir que les mères blanches les plus riches et leurs bébés."

https://buffalonews.com/childbirth-found-to-be-deadlier-even-for-rich-black-families/article_778723d7-b4aa-5f37-8627-32b28e5f0d69.html

Réunions, publications.

Le VIIe colloque international, « Del Papiro a la biblioteca virtual » aura lieu à La Havane, Cuba, du 4 au 7 septembre 2023. Soumettre les propositions de communications individuelles ou les panels avant juillet 2023 à la Biblioteca de la Casa de las Américas

coloquiodelpapiro@gmail.com, rositagonzalezvaldes71@gmail.com, dirbiblioteca@casa.cult.cu

Jessica Barnes, "The Ukraine War, Grain Trade and Bread in Egypt", Middle East Research and Information Project : <https://merip.org/2023/02/the-ukraine-war-grain-trade-and-bread-in-egypt/>

Karen E. Ferree, Lauren Honig, Ellen Lust, Melanie L. Phillips, "Land and Legibility : When Do Citizens Expect Secure Property Rights in Weak States ?». *American Political Science Review* : <https://www.cambridge.org/core/journals/american-political-science-review/article/land-and-legibility-when-do-citizens-expect-secure-property-rights-in-weak-states/02ABF2F423907B7A28C243E4D54EFB5E>

Melissa Sanchez et Maryam Jameel, "Death on a Dairy Farm : Risking Workers' Lives for the Milk We Drink", *ProPublica*, *USA Today* et *El Faro* :

https://www.propublica.org/article/wisconsin-dairy-farm-jefferson-rodriguez?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=230223

Georgina Sturge, "Public Programs Are Only as Good as Their Data", *WIRED* :

https://www.wired.com/story/government-data-health/?bxid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_020423&utm_mailing=WIR_Daily_020423&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=P5